

Proposition présentée par les députés:

M^{mes} et MM. Pierre Kunz, Gabriel Barrillier, Michel Ducret, Michèle Ducret, Jacques Follonier, Frédéric Hohl, Hugues Hiltbold, Jacques Jeannerat, Patricia Läser et Louis Serex

Date de dépôt: 9 octobre 2006

Messagerie

Proposition de motion

pour une politique de la petite enfance réconciliant communes, Etat et partenaires privés

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant:

- le besoin important en crèches dans le canton ;
- l'intérêt crucial de ces structures pour l'économie et la société en général, notamment en matière de promotion de l'égalité hommes-femmes ;
- le soutien de la Confédération à la création de places de crèches, soutien récemment renouvelé par les Chambres fédérales, soutien auquel les communes ont trop peu recouru,

mais aussi :

- le coût de fonctionnement trop souvent dissuasif, pour certaines collectivités publiques, des crèches ;
- le coût lui aussi très élevé pour les parents, en particuliers ceux de la classe moyenne ;
- la réglementation parfois excessivement tatillonne en matière d'encadrement, mais aussi en matière de dimension et d'aménagement des locaux destinés à accueillir des crèches, réglementation qui fait obstacle à la création de crèches par des privés ;

- la grande difficulté également de négocier un financement équitable pour des crèches intercommunales ;
- l'écart entre les besoins et les ressources des différentes communes en matière de petite enfance,

invite le Conseil d'Etat à :

- créer, en partenariat avec les communes, les milieux économiques et les partenaires sociaux, une fondation de droit privé destinée à soutenir financièrement, mais aussi en termes de conseil, des structures d'encadrement de la petite enfance, qu'elles soient privées ou publiques ;
- présenter au Grand Conseil un projet de loi assouplissant les conditions d'encadrement et d'équipement des structures de la petite enfance afin de les rendre plus accessibles tant aux acteurs privés que publics tout en garantissant leur qualité et leur sécurité.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

Le canton de Vaud s'est récemment doté d'une nouvelle entité pour soutenir les structures d'accueil de la petite enfance. Cette entité, dont la création a été proposée en 2001 par une motion de la députée radicale Doris Cohen-Dumani, également membre de l'Exécutif de la Ville de Lausanne, a obtenu dès le départ le soutien des milieux économiques. C'est une structure du même type que nous proposons pour Genève, pour répondre aux mêmes défis.

Ces défis sont de trois ordres: sociétaux, institutionnels et financiers. Nous ne nous étendrons pas sur les enjeux sociétaux, même s'ils sont majeurs. Tout a en effet déjà été dit sur le déficit démographique de notre pays, en particulier sur le très faible indice de fécondité. Tout a été déjà dit également sur l'intérêt qu'a l'économie de notre pays à permettre aux mères de reprendre une activité professionnelle valorisante assez tôt, afin d'éviter de les écarter durablement du marché du travail et de bénéficier des compétences souvent élevées qu'elles ont acquises durant leur formation (étude d'Avenir Suisse). Enfin, chacun sait aujourd'hui que, vu le niveau toujours plus élevé des loyers pour les logements, niveau dû principalement à la pénurie de logements, mais vu également la hausse continue des primes de l'assurance maladie, il devient quasiment impossible de faire vivre une famille sur un seul revenu sans recourir à l'aide de l'Etat. En d'autres termes: la prise en charge des enfants dans des structures comme des crèches n'est plus aujourd'hui une commodité ou un luxe pour des parents irresponsables ou égoïstes, mais bien une absolue nécessité.

Cette situation se traduit dans les faits par des listes d'attente interminables pour les trop rares places de crèches. La Confédération vient d'accorder, lors de la session parlementaire à Flims, un nouveau crédit quadriennal pour soutenir la création de crèches, pour un montant total de 120 millions. Sur le premier crédit cadre portant sur la période 2003-2006, qui offrait aux communes pas moins de 200 millions, seuls 80 millions ont été utilisés. La raison? Les projets émanant des communes étaient insuffisants.

Or ce qui freine les communes, ce n'est souvent pas l'investissement (en moyenne environ 30 000 F par place), mais le coût d'exploitation (à Genève, la même somme, mais chaque année!). Un coût directement lié à la

réglementation excessive, réglementation qui se met également en travers de la route des bonnes volontés de certaines entreprises désireuses d'établir des crèches pour les enfants de leurs employés. C'est d'autant plus regrettable que la crèche en entreprise constitue un modèle particulièrement prisé par les parents, puisqu'elle permet notamment à la mère, ou au père de l'enfant, de s'épargner plusieurs heures de trajets par semaine entre le domicile, la crèche et le lieu de travail. Elle permet également aux parents de se trouver plus près de leur enfant, et de partager avec lui un repas de plus chaque jour, à savoir le repas de midi.

Autre problème institutionnel qui freine la construction de crèches : la répartition de l'impôt communal. Celui-ci favorise aujourd'hui, et depuis plusieurs décennies, la commune où s'exerce l'activité lucrative, au détriment de la commune de domicile. Or, la charge de la politique de la petite enfance pèse exclusivement sur la commune de domicile, et c'est une charge occasionnée en grande partie par l'exercice d'une activité lucrative des parents. Autrement dit : les communes de résidence ont le sentiment de devoir payer des infrastructures de petite enfance pour permettre aux communes où s'exerce le gros de l'activité économique d'encaisser plus de recettes fiscales.

Une fondation, dont le modèle de financement pourrait impliquer des éléments péréquatifs entre les communes ainsi qu'une participation cantonale, serait ici un tiers bienvenu permettant d'arbitrer les conflits intercommunaux, pour le bien des citoyens

Quant aux obstacles financiers, liés eux-mêmes aux normes exceptionnellement élevées à Genève, ils achèvent de dissuader privés et publics de fournir les infrastructures que la population réclame. Le financement de la fondation devrait comprendre une participation cantonale, qui serait elle-même gage de la volonté de l'Etat de mettre en œuvre les principes votés en 2003 dans la loi cantonale sur la petite enfance, une participation communale incluant des facteurs péréquatifs, et une possibilité également offerte aux employeurs d'y contribuer, notamment par des dons défiscalisés, ou par d'autres biais. Dans le canton de Vaud, où une fondation du même type a été créée, les employeurs y contribuent au moyen d'un prélèvement de 0,08% sur les salaires – soit le montant aujourd'hui prélevé pour l'assurance maternité cantonale à Genève – payé entièrement par l'employeur. Il va de soi qu'un tel prélèvement n'est envisageable que si, en contrepartie, les employeurs obtiennent également plus de pouvoir de co-décision dans le « partenariat public-privé » en matière de petite enfance, partenariat qui à Genève ressemble plus à un dialogue de sourds. Autre condition également : que les charges pesant sur les entreprises par ailleurs

n'augmentent pas, comme il est hélas envisagé de le faire dans le cadre de l'harmonisation du régime d'allocations familiales. Une harmonisation qui, à Genève, permettrait à chaque famille de recevoir chaque mois, pour chaque enfant, la somme de 4,50 F en plus de ce qu'elle reçoit aujourd'hui... Un chiffre qui à lui seul démontre combien il serait plus utile de permettre aux parents de disposer des places de crèches nécessaires à l'encadrement de leurs enfants, que d'obtenir de quoi leur offrir un soda chaque mois.

Nous vous invitons donc, Mesdames et Messieurs les députés, à donner bon accueil à la présente motion.